



**Comité des accords commerciaux régionaux
Quatre-vingt-septième session**

**ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE INTÉRIMAIRE ENTRE
L'UNION EUROPÉENNE ET DES ÉTATS D'AFRIQUE ORIENTALE
ET AUSTRALE (MADAGASCAR, MAURICE, SEYCHELLES
ET ZIMBABWE) (MARCHANDISES)**

NOTE SUR LA RÉUNION DU 9 NOVEMBRE 2017

Président: M. l'Ambassadeur Walid DOUDECH (Tunisie)

1.1. La quatre-vingt-septième session du Comité des Accords commerciaux régionaux (ci-après le "CACR" ou le "Comité") a été convoquée par l'aérogamme WTO/AIR/RTA/12/Rev.1 daté du 30 octobre 2017.

1.2. Au titre du point D.III de l'ordre du jour de la session, le CACR a examiné l'Accord de partenariat économique intérimaire entre l'Union européenne et des États d'Afrique orientale et australe (Madagascar, Maurice, Seychelles et Zimbabwe) (marchandises) (ci-après l'"Accord").

1.3. L'Accord est entré en vigueur à titre provisoire le 14 mai 2012. Il avait été notifié à l'OMC par les Parties le 9 février 2012 et le 27 juillet 2012 au titre de l'article XXIV:7 a) du GATT de 1994 et du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994 en tant qu'accord établissant une zone de libre-échange (documents WT/REG307/N/1 et WT/REG307/N/1/Add.1). Le texte de l'Accord était disponible, avec ses annexes, sur les sites Web officiels des Parties. La présentation factuelle concernant les aspects de l'Accord relatifs aux marchandises (document WT/REG307/1, daté du 30 août 2017) ainsi que les questions et réponses concernant l'Accord (document WT/REG307/2, daté du 30 octobre 2017) avaient été distribuées. Le Président a en outre appelé l'attention des Membres sur les réponses communiquées par Madagascar, distribuées dans le document de séance RD/RTA/47. Une version révisée du document contenant questions et réponses serait publiée à l'issue de la réunion.

1.4. Le représentant de l'Union européenne s'est réjoui que le CACR examine l'Accord de partenariat économique intérimaire entre l'UE et quatre États d'Afrique orientale et australe (États AfoA) (Madagascar, Maurice, Seychelles et Zimbabwe). Il a remercié le Secrétariat d'avoir établi la présentation factuelle de l'Accord ainsi que Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe de leur coopération. L'intervenant a également remercié le Canada et les États-Unis des questions posées et de l'intérêt manifesté dans le cadre de cet examen.

1.5. L'Union européenne et les pays et régions d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) entretenaient un partenariat stratégique depuis la signature de l'Accord de partenariat entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'Union européenne (Accord de partenariat ACP-UE) à Cotonou le 23 juin 2000. L'Accord de partenariat ACP-UE était l'accord de partenariat le plus complet entre les pays en développement et l'UE. Depuis 2000, l'Accord de Cotonou constituait le cadre régissant les relations de l'UE avec 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Il était entré en vigueur en avril 2003 et avait été réexaminé en 2005 puis en 2010, conformément à la clause de révision prévoyant un réexamen de l'Accord tous les cinq ans. L'Accord, qui comportait trois volets: économie, politique et développement, se caractérisait par l'égalité des partenaires, la participation d'un large éventail de parties prenantes (à savoir des acteurs étatiques et non étatiques), le dialogue et l'intégration régionale.

1.6. Dans le cadre de l'Accord de Cotonou, l'UE avait signé plusieurs accords de partenariat économique (APE) avec les pays et régions ACP visant à promouvoir le commerce ACP-UE. Les APE étaient des accords "sur-mesure" conçus pour s'adapter à des circonstances régionales spécifiques et ils allaient au-delà des accords de libre-échange traditionnels. Ils visaient à soutenir la diversification commerciale en affranchissant les pays ACP de la dépendance à l'égard des produits de base au profit de produits et services à plus forte valeur ajoutée. Les APE portaient principalement sur le développement des partenaires ACP, en tenant en compte de leur contexte socioéconomique. Ils prévoyaient également une coopération et une aide au développement pour aider les pays ACP à tirer avantage des accords.

1.7. L'APE intérimaire AfOA-UE avait été signé le 29 août 2009 et mis en application provisoire le 14 mai 2012. L'Accord avait permis d'accroître le commerce entre les Parties. Depuis sa mise en œuvre, par exemple, les exportations de Madagascar avaient augmenté de 65% au cours de la période 2012-2016. Après la mise en application de l'APE en 2012, Madagascar avait connu une augmentation de ses exportations vers l'Union européenne de près de 15% par an. En 2015, les textiles et les vêtements constituaient ses principales exportations, d'une valeur de plus de 300 millions d'euros, et ils avaient représenté près d'un tiers des exportations totales du pays vers l'UE. Les exportations des Seychelles avaient suivi la même tendance et avaient augmenté de près d'un tiers sur la période 2012-2016.

1.8. L'Accord offrait aux États AfOA un accès élargi et renforcé au marché européen, assurant ainsi une plus grande stabilité des exportations de ces pays vers l'UE. En outre, les Parties avaient réaffirmé leur attachement à l'Accord en tant que mécanisme de dialogue et de partenariat et en tant qu'outil de promotion du développement et de renforcement de l'intégration régionale.

1.9. Globalement, l'Accord portait sur l'essentiel des échanges commerciaux, ce qui signifiait que les droits et les restrictions quantitatives avaient été éliminés pour la plupart des échanges. Toutefois, le résultat final reflétait les différents niveaux de développement économique des Parties. L'UE avait supprimé les droits de douane sur tous les produits des chapitres 1 à 97 du SH dès l'entrée en vigueur de l'Accord. À la fin de la période de mise en œuvre en 2022, les États AfOA devraient libéraliser complètement 92% de leurs lignes tarifaires en moyenne.

1.10. Outre les dispositions sur le commerce des marchandises, l'accès au marché et la défense commerciale, l'Accord comportait des chapitres détaillés sur les règles d'origine, la pêche et les mécanismes de règlement des différends. En ce qui concernait les règles d'origine, l'Accord contenait des règles d'origine simples et souples facilitant pour les États AfOA l'exportation de marchandises fabriquées avec des intrants provenant d'un autre pays ACP. S'agissant de la pêche, les Parties constataient que celle-ci constituait une ressource économique clé dans la région AfOA et qu'elle offrait un fort potentiel pour le développement économique régional futur. Dans ce contexte, les Parties envisageaient des domaines de coopération spécifiques comme la conservation et la gestion des ressources halieutiques marines et des mesures commerciales et le développement de la pêche, des produits de la pêche et de l'aquaculture en mer.

1.11. Le chapitre sur la coopération pour le développement visait à renforcer les capacités institutionnelles et productives de l'Afrique orientale et australe et à soutenir les processus d'ajustement nécessaires. Les pays AfOA pouvaient tirer parti de l'aide au développement de l'UE pour des projets visant à améliorer leurs infrastructures, leur administration publique et leurs services publics et, en particulier, leurs services douaniers.

1.12. Actuellement, les Parties s'efforçaient de garantir la mise en œuvre effective de l'Accord de manière à ce que les entreprises puissent tirer parti des possibilités commerciales offertes et en profiter pleinement. Récemment, les Parties étaient convenues d'envisager de mettre en place un mécanisme approprié pour suivre la mise en œuvre de l'APE. Les Parties étaient également convenues d'examiner la portée et les objectifs d'un approfondissement du partenariat existant, par exemple par l'ajout de services, d'investissements et d'autres domaines liés au commerce au-delà du secteur des marchandises qui, en fonction des intérêts et des priorités des Parties, pouvaient améliorer encore l'environnement commercial et contribuer à la diversification des économies d'Afrique orientale et australe.

1.13. À l'avenir, l'Accord compterait une nouvelle Partie puisque les Comores l'avaient signé le 28 juillet 2017. Les Comores commenceraient à mettre en œuvre l'Accord après l'achèvement du

processus de ratification. L'UE espérait un débat fructueux et elle s'efforcerait de répondre aux questions et aux observations supplémentaires des Membres.

1.14. Le représentant de Maurice, au nom des quatre pays d'Afrique orientale et australe (Madagascar, Maurice, Seychelles et Zimbabwe), a remercié le Secrétariat d'avoir établi la présentation factuelle sur l'Accord de partenariat économique intérimaire. Il a également remercié la délégation de l'UE de son soutien ainsi que les délégations du Canada et des États-Unis des questions qu'elles avaient posées.

1.15. L'Accord de partenariat économique intérimaire était un accord important pour les États AfOA étant donné que l'UE était et demeurerait l'un des principaux marchés d'exportation pour les quatre États AfOA. Les États AfOA avaient entretenu des relations commerciales avec l'UE au titre des dispositions des Conventions de Lomé pendant 25 ans, entre 1975 et 2000, puis au titre des dispositions commerciales de l'Accord de Cotonou jusqu'en décembre 2007. Le partenariat de longue date avec l'UE avait joué un rôle essentiel dans le développement économique et social des quatre États signataires d'Afrique orientale et australe. La signature de l'APE intérimaire était primordiale pour préserver l'accès préférentiel au marché européen. L'Accord, qui était pleinement compatible avec les règles de l'OMC, rendait les échanges commerciaux juridiquement plus sûrs et plus prévisibles et on s'attendait donc à ce qu'il crée des conditions plus propices aux échanges commerciaux. En outre, les règles qui déterminaient l'origine de plusieurs produits clés pouvant bénéficier d'un accès préférentiel au marché de l'UE avaient été améliorées.

1.16. Les pays d'Afrique orientale et australe s'employaient à mettre en œuvre l'APE intérimaire. Le Comité APE s'était réuni à six reprises depuis 2012 et plusieurs problèmes avaient été résolus, y compris celui des obstacles non tarifaires rencontrés par les États AfOA ainsi que la question du renforcement de la compétitivité de leurs industries nationales au moyen d'une assistance technique appropriée.

1.17. L'Accord, sous sa forme actuelle, avait une portée limitée. C'était dans ce contexte que les Parties étaient convenues de l'approfondir et de l'élargir sur la base d'une clause de rendez-vous. En outre, les Parties examinaient d'autres questions pertinentes pour leur développement comme les chaînes de valeur, l'innovation, le développement industriel et la coopération, en vue de réaliser les objectifs de développement durable. Une réunion chargée de valider ces domaines de discussion se tiendrait en janvier 2018. L'intervenant espérait un débat fructueux avec les Membres.

1.18. Le représentant du Canada a remercié les Parties de leurs exposés et le Secrétariat d'avoir établi la présentation factuelle. Le Canada n'avait pas d'autre question.

1.19. Le représentant des États-Unis a remercié les Parties du travail intense consacré à l'élaboration du rapport et des réponses aux questions. Il a également remercié le Secrétariat d'avoir établi la présentation factuelle. L'Accord était intéressant et il était utile d'y réfléchir. L'orateur se félicitait des éléments contextuels additionnels ainsi apportés. Les États-Unis avaient posé des questions avant la réunion et ils accueillaient avec satisfaction les réponses détaillées qu'ils avaient reçues. L'intervenant n'avait aucune observation ni question complémentaire à ce stade.

1.20. Le Président a dit que l'examen des aspects de l'Accord de partenariat économique intérimaire entre l'Union européenne et des États AfOA (Madagascar, Maurice, Seychelles et Zimbabwe) avait permis au Comité de clarifier un certain nombre de questions, et que ce dernier pouvait maintenant clore la partie orale de l'examen de cet ACR, conformément au paragraphe 11 du Mécanisme pour la transparence. Si des délégations souhaitaient poser des questions complémentaires, elles étaient invitées à transmettre leurs communications par écrit au Secrétariat d'ici au 16 novembre 2017, et les Parties étaient invitées à présenter leurs réponses par écrit au plus tard le 30 novembre 2017. Conformément au paragraphe 13 du Mécanisme pour la transparence, toutes les communications écrites ainsi que le compte rendu de la présente réunion seraient distribués dans les plus brefs délais, dans toutes les langues officielles de l'OMC, et affichés sur le site Web de l'OMC.

1.21. Le Comité a pris note des observations formulées.
